

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

A LA PORTE ORIENTALE DE LA C.E.E.

UN PAYS LATIN

DANS L'EST EUROPEEN

La Roumanie est le pays le plus latin de l'Est européen et latins sont les roumains, quasi identiques à leurs aïeux du grand Empire Romain. Descendants des colons de Trajan, aujourd'hui encore les paysans roumains disent fièrement: Sunt romàn. Ils appellent voie de Trajan la voie lactée et voie de Trajan l'ouragan et la tempête. Les traditions roumaines se perpétuent dans la danse de Calusari, qui rappelle le rapt des Sabines, au cours des fêtes destinées à obtenir la pluie (Caloian) ou à préserver les maisons et les récoltes de l'incendie (Foca).

On porte encore, dans beaucoup de régions, des sandales ferrées comme celles des anciens romains. Des ruines romaines se trouvent partout: des thermes de Dubreta à l'amphithéâtre de Sarmizegetusa, des murs de la masse colossale du monument triomphal de Trajan à Adamclissi en Dobroudja (Tropaeum Traiani), à Tomes, sur le vieux territoire roumain, le grand poète latin Ovide passa dix ans et y mourut: il avait été envoyé en exil par Auguste en l'an 8 après Jésus-Christ pour d'obscures raisons, C'est à Tomes qu'Ovide épancha sa douleur en écrivant les Tristes, entouré de l'admiration du peuple qui lui offrit ensuite une sépulture honorable.

Roumanie et roumains occupent le territoire de l'antique Dacie, conquise et ordonnée par l'Empereur Trajan de 102 à 106, dont les gestes en Roumanie sont immortalisés dans les bas-reliefs de la Colonne Trajane, érigée en 113 à Rome, à l'endroit même où était (et est encore) le Forum Trajan. Trajan organise admirablement la Roumanie, tant du point de vue civil que du point de vue politique-militaire, tandis que les légionnaires romains devinrent de très actifs cultivateurs et des constructeurs expérimentés. Le pont sur le Danube, projeté pour Trajan par Apollodoro, en fut un témoignage splendide. La

suite de la page 1

domination romaine dura 160 ans et correspondit à l'âge d'or de la Roumanie, que l'on appela Dacia Felix. Lorsque les légions romaines furent retirées de la Roumanie sur l'ordre de l'Empereur Aurélien en l'an 260, la Roumanie fut envahie par les hordes barbares: Teutons, Vandales, Huns, Goths, Wisigoths, Ostrogoths se jetèrent sur le sol roumain, infligeant partout destructions et pillages. Comme si cela ne suffisait pas, les Bulgares, les Cumains, les Tartares et les Turcs leur succédèrent et écrasèrent continuellement pendant plus de mille ans le peuple roumain. Mais la semence spirituelle de Rome resta depuis toujours dans la Dacia Felix et ni les mille ans des invasions barbares ni la marée slave pressant les frontières suffirent à le détruire.

L'histoire de la Roumanie est une histoire pleine de douleurs, de larmes et de deuils. Pour cela, le peuple roumain

n'est pas gai, ses chants sont tristes et ses divertissements bien rarement bruyants. S'il fut rarement accorder au peuple roumain de s'affirmer, de relever la tête, d'être indépendant et heureux, il lui reste toujours la fierté de l'héritage de Rome, renforcée par la conscience d'être le rempart extrême dans l'Orient Européen contre lequel s'éteignit la poussée des peuples d'origine ottomane.

Stéphane le Grand, l'intrépide prince de Moldavie arrêta en 1465 l'invasion des Turcs conduits par le terrible Mahomet II (celui qui voulait donner l'avoine à son cheval sur l'autel de Saint-Pierre à Rome!), et leur infligea une dure défaite. Le Pape Sisto pleura de joie lorsqu'il reçut le don des drapeaux pris aux Turcs et nomma Stéphane «athlète de Jésus-Christ», défenseur suprême du christianisme et de la civilisation, qui combattit 40 ans, reporta 40 victoires et fonda 40 églises»

LA VOCATION EUROPEENNE DE LA ROUMANIE

Cette conscience de «défenseurs des frontières» a toujours maintenu vif chez les roumains le désir, presque le besoin, d'avoir derrière eux une Europe Unie, dont leur nation serait partie intégrante, capable d'apprécier leurs actions défensives d'hier et celles d'aujourd'hui et de leur donner sécurité et appui par le seul fait, qu'étant unie, elle constituerait une puissance mondiale respectée par les deux grands blocs qui se partagent actuellement la direction du monde.

Ce désir chez eux de se sentir européens, participants d'une Europe unie, a toujours été si vif, que, lorsque la Rome impériale en fut à son déclin et que la Rome chrétienne grandit, ils consacrèrent leur dévotion à cette dernière. Lors-

qu'ensuite l'influence européenne de la papauté fut déchuée au commencement du XIXème siècle, ils se tournèrent vers la France, et surtout vers Paris «La Ville Lumière».

Le français devint la langue des intellectuels, et actuellement 70°/° au moins des roumains le parlent.

Quand au début de la deuxième moitié du XIXème siècle un incendie désastreux détruisit Bucarest, les roumains reconstruisirent leur capitale sur le modèle de Paris, avec de grandes avenues, beaucoup d'arbres, et des immeubles dans un style Liberty splendide. Mais comme Bucarest est bien plus petite que Paris tout cela donne à cette ville une dimension plus humaine que la superficie surchar-

gée de la tumultueuse capitale de la France.

Bucarest a une superficie égale à celle de Paris, disent avec orgueil les roumains en montrant leur capitale aux visiteurs étrangers, et ils ajoutent avec moins d'orgueil, mais à tort, bien que Bucarest ait un tiers seulement des habitants de Paris.

Après la chute de Napoléon tel un astre européen, le besoin des roumains de faire partie d'une grande Europe était si fort qu'ils portèrent leur attention sur la cour impériale de Vienne.

Un de leurs éminents homme politique, Aurel C. Popovici, conseiller de l'Archiduc Ferdinand, au début du XX^{ème} siècle, défendit l'idée d'une Europe unie sous la couronne des Habsbourgs.

Ce fut donc un Roumain le premier porte-étendard de l'Européisme de notre siècle, européisme pris dans le sens qu'on

lui donnait alors, mais la tragédie de Sarajevo fit avorter ce projet avant que l'Archiduc puisse assumer le pouvoir et les éclairs sinistres de la première guerre mondiale donnèrent à l'Europe un ordre nouveau et les nationalismes y vivifièrent.

Ce fut peut-être encore cet esprit de «défenseurs des frontières», si fort chez les Roumains, qui permit à leur gouvernement d'alors de les aligner aux côtés de l'Allemagne, jusqu'au moment où apparut évidente la vocation naziste et non européenne de cette nation.

Il est certain que c'est esprit et le sens de la maturité latine qui inspirent le Gouvernement roumain d'aujourd'hui à refuser le principe soviétique de la «souveraineté limitée», à se battre à Helsinki pour le respect des nations, à conditionner son adhésion au Pacte de Varsovie, à frapper - malheureusement en vain - à la porte de la C.E.E.

ROUMANIE 1974

Durant le dernier quart de siècle la Roumanie a liquidé l'état de sous-développement économique d'où elle était partie en 1947, Pendant cette période sa production industrielle s'est multipliée par 28 tandis que sa production agricole a obtenu des résultats 3,5 fois supérieurs à ceux du départ.

Le potentiel actuel de son économie et la mesure de ses progrès peuvent être relevés en observant l'évolution de certaines de ses productions de base telles que: énergie électrique 43,5 milliards de Kwh en 1972 contre 2 milliards en 1950; gaz méthane de 2 à 22 milliards de m³, charbon de 3,2 à 25 millions de tonnes, acier de 0,55 à 7,4 millions de tonnes, les fibres chimiques de 2282 à 100.000 tonnes. Dans les neuf premiers mois de

1973 le volume global de la production industrielle a marqué un accroissement de 14,7°/° par rapport à la même période en 1972.

Ces résultats mettent en évidence l'effort remarquable de développement effectué par le pays et dénoncent en même temps le niveau assez bas et l'état arriéré de l'économie roumaine en 1947.

Le produit moyen national roumain en rapport à l'habitant est encore de 4,5 fois inférieur à celui des pays européens plus développés, son coefficient de population qui se livre à l'agriculture est actuellement de 45°/° en rapport à la population active contre 10 - 15°/° des pays plus développés.

On peut objectivement affirmer que la Roumanie a donné une ample dé-

monstration de ses capacités de récupération et de ses possibilités de progresser à un rythme suffisamment accéléré mais d'autre part il est de notre devoir de relever que le pays doit encore s'engager pour sortir de l'état de sous-développement dans lequel il se trouve même si quelques-unes de ses industries sont déjà à même de rivaliser avec les grands complexes occidentaux.

Sa participation au circuit économique mondial est donc partie intégrante de la politique économique de la Roumanie, politique qu'elle a développé au cours de ces quelques décennies de nouvelle vie du pays.

La Roumanie en 1974 développe des rapports d'échanges avec 120 pays et ses relations internationales sont continuellement élargies à travers de nouvelles formes de coopération dans chaque secteur de la science et de la technique, tout cela dans le respect le plus complet de l'indépendance nationale et de la non ingérence dans les affaires intérieures des autres nations.

La Roumanie a donc toutes les conditions requises pour s'intégrer dans l'Union Européenne, Union qu'elle désire tant et qu'elle sollicite.

La France s'opposa lors de sa demande de faire partie de la C.E.E. Le veto de Paris à ce moment-là était peut-être justifié politiquement mais manqua certainement de générosité envers ce peuple latin de l'Est qui l'avait tant admirée et prise comme modèle.

Il est temps désormais que sur la porte orientale de la Communauté on remplace le menaçant écriteau (est-ce de la peur?) qui porte «Vade retro» par un autre portant les paroles de l'évangile «Frappez et il vous sera ouvert».

Le nouveau et déjà grand Président de la France M. Valéry Giscard d'Estaing obtiendra-t-il cette substitution?

L'Europe que nous souhaitons ne peut pas être resserrée par les égoïsmes ou par la peur mais ouverte à tous les peuples qui ont le droit de par la nature de s'appeler européens.

R. Cestelli

AUX LECTEURS

Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B.

En présentant **Un pays latin dans l'est européen: la Roumanie** nous voulons donner une nouvelle impulsion à la bataille que le B.E. combat depuis 25 ans pour la formation de la «Grande Europe» constituée des 26 nations qui la composent géographiquement. C'est toujours dans ce but que dès que la publication des articles de la série «A la Porte Orientale de la C.E.E.» sera achevée, une Table Ronde sera réunie à Athènes par la Fondation Européenne Dragan pour y discuter cet argument avec la participation des représentants de la presse internationale.

Grande Bretagne: D'IMPERATRICE A ENFANT TERRIBLE

Le rythme accéléré des événements économiques et politiques qui lors de ces dernières années ont bouleversé notre vie quotidienne a montré que le temps des paroles et des discussions théoriques sur la Communauté Européenne est passé définitivement.

Si dès le début de la guerre du Kippur les pays européens se sont comportés à l'égard du monde arabe comme si le fait ne les intéressait pas collectivement en prenant chacun des attitudes différentes ce qui en soi était déjà en contraste avec le concept de Communauté économique auquel ils s'étaient engagés, et au moment de la crise de Chypre leurs prises de position ont été vagues ou de toute façon variées comme si la crise dans la Méditerranée n'était pas surtout un fait européen, aujourd'hui l'avance précipitée et menaçante de la crise économique les a rendus conscients que la solution pour éloigner de l'Europe le danger d'un krach total doit être prise à l'unanimité dans l'intérêt commun et que chaque membre devra en supporter le poids relatif en proportion à ses forces.

Mais pas tous, semble-t-il, sont exactement conscients de la gravité de la situation et de la nécessité; maintenant plus que jamais, d'être unis et solidaires.

Nous nous référons à l'attitude du Royaume Uni, tourmenté par des crises intérieures politiques et économiques, les premières qui sont presque devenues un racisme ou tout au moins un colonialisme à l'égard des minorités de l'Ulster, les autres qui ont des racines profondes

et sont peut-être encore un héritage psychologique de son peuple qui n'a pas encore complètement assimilé l'idée que la Grande Bretagne a cessé d'être la reine du plus grand empire colonial du monde pour devenir une nation comme toutes les autres où la richesse est le produit de la diligence des citoyens à l'intérieur de la nation et des commerces que cette productivité peut générer.

Le splendide isolement anglais appartient désormais à un passé qui bien que ne comptant que quelques décennies apparaît déjà très lointain. Le «monde anglais» n'est plus qu'une expression linguistique, le domaine de la livre sterling s'est tellement restreint qu'il a perdu toute signification. L'Afrique ne commence plus au sud du pas de Calais et la Grande Bretagne doit maintenant reconnaître qu'elle fait partie de l'Europe, qu'elle est liée à son sort et qu'elle est obligée de faire face, avec les autres pays européens, à tous les dangers que court aujourd'hui notre vieux continent.

Le sérieux légendaire de la Grande Bretagne et sa force qui lui viennent d'une démocratie ancienne et qui constituaient le plus bel apanage de sa position d'impératrice semblent désormais définitivement disparus et la Grande Bretagne, ex-impératrice, se conduit à présent comme un «enfant terrible» au sein de la famille de la Communauté Européenne.

Il n'y a qu'un peu plus d'une année que cette nation est entrée dans la Communauté Européenne après avoir subi l'humiliation, d'ailleurs absolument in-

dispensable, d'une réorganisation psychologique, de l'adoption du système métrique décimal et de l'alignement, avec la dévaluation qui s'ensuit, de sa monnaie. En compensation son entrée a été saluée avec un sincère et loyal enthousiasme de la part des états membres de la petite Europe et l'accueil ne pouvait être plus chaleureux. La déclaration récente de son gouvernement de vouloir proposer par référendum populaire la sortie de la nation de la CEE est un acte d'extrême gravité et d'extrême légèreté qui nous rappelle tant l'accusation que les gouvernements non démocrates lancent contre les voisins pour couvrir les désastres intérieurs qu'ils ont eux-mêmes provoqués.

Les motifs de la prise de position du gouvernement britannique sont jugés par les autres nations comme vagues et imprécis et tels qu'il est absolument impossible de les accepter.

Des doutes et des perplexités sont à l'ordre du jour dans toutes les capitales européennes à l'heure actuelle mais ils ne sont soulevés que pour résoudre la situation et non pas comme cela arrive à Londres pour mettre en doute l'intérêt de continuer la route en commun avec les autres pays européens.

Nous pouvons être d'accord avec le gouvernement anglais pour dire que l'Europe Verte n'est pas un chef-d'oeuvre de sagesse mais à ceci, même avec la collaboration anglaise, on pourrait trouver et appliquer un remède. Le désir que Londres exprima d'ouvrir aux pays du Commonwealth l'association au Marché Commun n'est pas une proposition commode pour les autres pays de la CEE. mais ce n'est quand même pas une hérésie méritant le feu. La déclaration du gouvernement anglais de ne pas vouloir accepter sa part de contribution au bilan de la Communauté repousse le pourcentage de 19°/° qui lui a été attribué, mais elle n'offre pas même une contre-proposition, quelle qu'elle soit. La critique de Londres d'une excessive limitation de la sou-

veraineté britannique dans différents secteurs reste aussi dans le vague comme si une association telle que la CEE, et successivement d'une Europe Unie, ne devait pas réclamer aux Etats membres des limitations nécessaires et des sacrifices largement compensés par les bénéfices économiques et politiques résultant du fait d'appartenir à une grande Europe communautaire.

Dans le domaine de la politique étrangère de la CEE aussi le redimensionnement et les limites de l'alliance atlantique font l'objet des critiques non constructives du gouvernement de Londres et l'attitude dans son ensemble du gouvernement anglais semble celle d'un «enfant terrible» ne sachant pas oublier son passé impérial et accepter avec sérénité sa nouvelle condition de peuple absolument européen.

Ces motifs du gouvernement anglais n'ont été prises à la lettre par aucun des autres états membres de la CEE tellement ils paraissent mal fondés et peu sérieux en comparaison des conséquences qu'entraînerait un retrait du Règne Uni de la Communauté. Mais la menace de «renégocier» sa participation et de faire un référendum populaire (dont la campagne propagandiste pourrait être basée sur le fait que la participation communautaire est à l'origine de tous les maux économiques qui affligent actuellement l'Angleterre) restent une lourde réalité de l'Europe d'aujourd'hui.

Il est évident que l'«enfant terrible» ne s'est pas rendu compte que dans la partie que le vieux continent est en train de jouer pour sa survivance, la seule carte qu'il faut garder à l'heure actuelle est la carte communautaire.

Le fragile équilibre qui marque en ce moment sur la balance mondiale une parité au moins apparente entre les deux super puissances peut et doit être l'apparition d'un troisième élément, l'Europe Unie, la seule et unique condition de survivance des peuples européens dans la liberté et du monde dans la paix.

Un atout pour la CEE

La longue marche de rapprochement entre les deux Europes (l'Europe occidentale et l'Europe Orientale) est sur le point d'être conclue, du moins sur le plan commercial.

Comme la France l'avait proposé, la commission exécutive de la CEE est en train d'élaborer un schéma d'accord commercial qui pourrait être souscrit aussi bien par chacun des pays de l'Europe socialiste que par le Comecon en tant qu'organisme de coordination entre les économies à commerce d'Etat. Il s'agit, en définitive, de laisser aux pays de l'Est une marge de liberté et de ne pas accroître la dépendance de Moscou habituée à négocier au-dessus de leurs têtes. (La CEE de son côté, en tant qu'entité autonome et surnationale, devra régler les échanges en agissant au nom et pour le compte des Neuf).

Dans le passé l'URSS s'était toujours refusée de reconnaître la réalité communautaire européenne. L'un des motifs de cette prise de position était le but précis de ne pas renforcer un processus complémentaire européen, qui tôt ou tard aurait engendré à ses frontières la présence d'une puissance économique, politique et militaire. Il faut souligner que la Russie soviétique n'a jamais sous-estimé le danger de la naissance en Europe d'un bloc dont la puissance finirait par la conditionner en lui enlevant la liberté d'action par rapport à ses satellites. Un danger celui-ci qui depuis longtemps était bien évident pour l'URSS mais qui par contre n'apparaît pas encore aujourd'hui telle-

ment évident pour les pays de l'Europe Occidentale.

L'attitude actuelle de l'URSS à l'égard de la CEE a été conditionnée par différents facteurs. L'Europe dans le secteur de la coopération économique est une réalité aux possibilités concrètes: l'article 113 du Traité de Rome (entré en vigueur le premier janvier 1973) a engagé les pays de la CEE à la mise en acte d'une politique commerciale commune à l'égard des pays tiers et de plus la clause qui étendra aussi la règle communautaire aux accords stipulés avant janvier 1973 entrera en vigueur le premier janvier 1975.

Entre-temps la conclusion des projets de coopération économique et technologique soviétique-américaine, à cause de la lenteur des négociations, a été renvoyée à un avenir indéfini. Ce fut un coup dur que la Russie reçut même de la part de ses satellites, qui se sont opposés, et en particulier la Roumanie, au processus intégratif surnational du COMECON, car ils étaient contraires à déléguer une partie de leur propre souveraineté à un organisme contrôlé par les soviétiques.

L'acceptation de l'euro-péisme par les soviétiques représente objectivement une grosse occasion pour l'Europe Occidentale. Les européens sont assez forts économiquement et la CEE est un puissant instrument collectif: ils devraient donc s'en servir comme une compensation politique de leur propre faiblesse militaire à l'égard de l'URSS, en saisissant l'occasion pour négocier d'égal à égal.

LA FAIM — L'ENNEMI DE NOTRE AVENIR

Environ cinq mille personnes sont mortes de faim à Bangladesh - a déclaré au cours d'une conférence de presse au début d'octobre le ministre bengalais d'alimentation Abdul Momen. En 1975, selon les calculs de la FAO, huit millions d'individus mourront de faim.

Le monde civilisé semble ne pas s'en apercevoir, mais la situation, comme l'indiquent les statistiques, outre qu'être une chronique qui revient régulièrement, est dramatique. Sur quatre milliards d'êtres humains qui remplissent la terre, un million souffrent de la faim, quatre cent millions d'hommes mourront d'inanition, quelques centaines encore de millions souffriront d'une alimentation trop pauvre en protéines... Ces chiffres suffisent peut-être pour créer une image des dimensions du problème.

Après la catastrophe du pétrole qui dans le monde a entraîné l'inflation, la catastrophe de la faim s'esquisse. Elle coûtera à l'humanité des millions de morts. L'ONU contre ce danger a déclaré l'«état global d'urgence».

La faim avance non seulement parce que la population augmente et que les ressources diminuent, mais aussi parce que les terres se dessèchent, Les changements de climat ont produit une ceinture stérile autour de l'Equateur. Les déserts s'étendent, jusqu'à cent kilomètres par an. Des lacs, comme par exemple le gigantesque Tchad, sèchent progressivement. C'est pour cela que l'Afrique est destinée à donner la contribution la plus haute aux statistiques sur les morts de faim. Spécialement l'état du Tchad, le

Mali, la Mauritanie, la Nigeria, le Haut-Volta; l'Ethiopie, mais ce fléau frappe aussi le Zaïre, l'Angola, l'Ouganda, le Kénia et la Tanzanie. Quels remèdes peut-il y avoir? Celui que le directeur général de la FAO a proposé (FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation), c'est-à-dire la création d'une «banque mondiale» de réserves alimentaires à utiliser en cas d'urgence? Cela paraît irréel.

Il semble par contre que la recherche de nouvelles sources d'aliments serait bien plus réalisable. Des savants de bien des nations s'y appliquent déjà. Le monde entier est en train d'essayer d'affronter dans la mer ce grand ennemi: la faim.

La «révolution bleue», c'est-à-dire l'exploitation biologique de la mer est plus qu'un projet.

Des pays comme le Japon élèvent déjà un tiers du poisson qu'ils consomment. Mais le gros «exploit» de l'eau-culture doit encore arriver.

L'eau-culture est à la pêche comme l'élevage en batterie est à la chasse à l'arc ou tout au plus au fusil. C'est une sorte de chaîne de montage biologique dans laquelle l'eau-cultivateur intervient à chaque stade, et même au niveau génétique pour «créer» des espèces plus fructueuses. Il ne faut pas non plus confondre l'eau-culture avec la pisciculture traditionnelle secteur où l'Italie peut se vanter d'un ancien mais, à l'heure actuelle, inutile premier rang. Il suffit de comparer la productivité des vallées de Comacchio avec celle des élevages modernes japo-

l'eau-culture avec la pisciculture traditionnelle, secteur où l'Italie peut se vanter d'un ancien mais, à l'heure actuelle, inutile premier rang. Il suffit de comparer la productivité des vallées de Comacchio avec celle des élevages modernes japonais: dans les vallées de Comacchio on obtient tout au plus de 50 à 60 kilogrammes d'anguilles par hectare; dans les étangs artificiels japonais on arrive à 5 kilogrammes par mètre carré.

Cependant de nouvelles initiatives dans le secteur de l'eau-culture ont débuté aujourd'hui en Italie. Elles donnent bon espoir aussi bien pour la tradition que cette nation compte dans les élevages de poissons que pour sa situation dans la Méditerranée qui la pousse naturellement à s'adresser à la mer pour trouver de nouvelles sources d'aliments. Probablement aussi, dans un avenir assez proche, l'Italie pourra extraire de la mer d'autres produits, en inaugurant ainsi une agriculture marine plus facilement industrialisable et plus rentable que l'agriculture terrestre traditionnelle.

Parmi les initiatives italiennes mentionnons celle de la SOPAL, du Groupe EFIM, qui a réalisé sur l'île de Pellestrina de la lagune vénitienne une installation moderne pour la reproduction artificielle à niveau industriel de dorades et de loups tandis que la Butan-Gas se prépare à réaliser dans les Pouilles, sur la mer Ionienne, une «Ferme de la mer» grandiose qui occupera une surface d'un million de m² de superficie lagunaire et d'un million et demi de m² d'installations à terre pour une réalisation première de son hardi et important programme d'exploitation biologique de la mer tant dans

le secteur de la zoo-technologie que dans celui de l'agriculture marine, programme qui a attiré l'attention de la science et de grands groupes financiers internationaux.

Les soviétiques ont réussi à obtenir, à travers de successives hybridations, une carpe - qui est un poisson d'eau douce - à même de résister dans les eaux glacées des fleuves septentrionaux. Aux U.S.A., outre une myriade de petites sociétés, sont engagés dans le «fish farming» des colosses comme l'Union Carbide, la Dupont et la Dow Chemical, qui élèvent au Texas des langoustines avec la contribution de la NOAA, l'Agence océanique du gouvernement fédéral,

Le Caltech, l'Institut de technologie de la Californie, a créé à côté de l'île de Saint-Clément, une ferme marine où l'on élève une super-algue qui croît de cinquante centimètres par jour et sert à produire du fourrage, des protéines et du méthane.

L'Unilever a implanté à Lochailort, en Ecosse, une «fabrique» de saumons. En France le CNEXO, c'est-à-dire le Centre National pour l'exploitation des Océans, a obtenu de bons résultats dans la production contrôlée de la dorade et du loup et est en train d'expérimenter en Bretagne l'élevage du saumon dans des cages flottantes. Il produit aussi des langoustines et des crevettes sur la côte méditerranéenne.

Le Tiers-Monde aussi est en train d'accomplir des efforts importants dans l'eau-culture, et il est évident que pour les Pays en voie de développement la «révolution bleue» est carrément une question de survivance.

EUROPE, THE THIRD WORLD AND THE ARAB WORLD

THE UNION OF EUROPEAN STATES WILL NEVER HAVE ANY AGRESSIVENESS TOWARDS ANY OTHER STATE, RATHER IT WILL REPRESENT A FORMIDABLE BALANCE OF POWER AIMING AT MAINTAINING WORLD PEACE BY AVOIDING A CONFRONTATION BETWEEN THE BLOCKS OF THE CURRENT SUPERPOWERS BY DEVELOPING THE ARAB WORLD AND THE THIRD WORLD AND BY OPENING UP AT THE SAMETIME A LASTING STRAIGHT ALONG THE ROAD TOWARDS CIVIL PROGRESS FOR ALL THE PEOPLES IN THE WORLD.

Pacts able to change the face of the world

The Euro-Arabe interparliamentary conference held in Damascus in mid-September laid the foundations for concrete prospects for a programme of Euro-Arabian co-operation both on a political and economic plane.

In this arrangement Europe has taken up a stand which shows its awareness of its responsibility towards Arab countries and the Third World, a brotherly responsibility towards the lot of these peoples which is connected historically to that of the old continent.

For Europe to link up with these countries is the only reasonable solution to the present-day political and economic situation in the world.

This partnership has now taken on a completely new character. Europe no longer has anything to do with colonialism and neo-colonialism and is aware of and supports the struggle for the autonomous rights of African peoples in all spheres of their life. The problems of the Third World are an integral part of the

problems which the Nine intend to tackle, fully acknowledging them to be of prime importance. The practical manifestation of this stand came with the recent move undertaken by the CEE, the appropriation of a considerable sum - 500 million dollars - placed immediately at the disposal of the countries with economies most seriously affected by the rise in the price of oil.

The economic structure of countries in Western Europe and of those in the African continent and the Middle East, gives rise to the hope that once co-operation becomes the order of the day, based on the accepted real and reciprocal needs, problems of vital importance for both groups in the partnership can be solved. Industrial development in Europe needs raw materials which are to be found in the wealth of the African continent, where the countries need the products of European industry.

The conference in Damascus brought out the magnitude of economic concern,

along with the Arab requests within the framework of the programme of co-operation with Europe. And most of all the Arab countries' intention to extend this co-operation, their fully acknowledging this problem to be of vital importance.

One of the basic currents of the Euro-Arabian meeting was based on the fact that European and Arab needs and potential seem to dove-tail reciprocally one into the other. The European countries need oil, and the strong support of the Arab producers which would lend towards European unity thereby giving it the strength, if not to surpass, at least to face the United States on equal terms.

The most serious present-day ill in Europe is inflation which can be eliminated if there is a guaranteed stabilizing of the price of oil.

As for the Arab and Third World countries, they expect Europe to provide es-

sential technological, scientific, consultative and organizational support in all spheres of their activity; such would be industrial plants, equipment, grants for further education, benefits and also a lowering of customs barriers which would allow a free development of their agriculture.

The economic solutions discussed at the conference in Damascus clearly showed the existence of a key interest in the development of co-operation between the two parties. And this is the line of approach which Europe must take on, maintain and extend in the near future. With the peoples from the Arab and Third World alongside as partners, Europeans will be in a position to face any danger, be it economic or political, in the common interests of the Euro-Arab-African partnership, so giving an all-important contribution to the development of civilization and to the cause of world peace.

TO THE READERS

IN THE PREVIOUS ISSUE (BE JULY'74) WE BEGAN THE COLUMN «WE AND THE OTHERS» IN WHICH PROBLEMS AND RELATIONSHIPS REGARDING THE COMMON INTERESTS BETWEEN EUROPE, THE ARAB WORLD AND THE THIRD WORLD WERE EXAMINED. THIS COLUMN, WHICH COMES OUT IN ENGLISH AND TO WHICH WE INTEND TO GIVE FURTHER DEVELOPMENT, WE FEEL WILL BE ABLE TO CONTRIBUTE TOWARDS THE MUCH NEEDED DIALOGUE WHICH MUST INCESSANTLY BE WIDENED BETWEEN VARIOUS PEOPLES, IN THEIR INTERESTS, AIMING AT THE DEVELOPMENT OF CIVILISATION AND TOWARDS INTERNATIONAL PEACE, AN INDISPENSABLE ELEMENT IN CO-EXISTENCE AND SURVIVAL OF THE HUMAN RACE.

WE EXPRESS THE HOPE THAT ALL OUR READERS AND SYMPATHIERS WILL JOIN WITH US, AND BE FORTHCOMING WITH IDEAS AND OPINIONS WHICH AS FOR AS POSSIBLE WE WILL DO OUR BEST TO PUBLISH ACCORDING TO THE SPACE AVAILABLE.

BULLETIN EUROPEEN

ITALIE * MEDITERRANEE * EUROPE

L'Italie est le quai de la Méditerranée, le pont jeté de l'Occident vers l'orient, de l'Europe vers l'Afrique et l'Asie.

L'Europe a besoin de la Méditerranée, comme toutes les nations riveraines africaines et asiatiques ont besoin d'une Europe libre et industrialisée. C'est une question de complémentarité comportant indépendance, stabilité, sécurité et progrès civil, avec la collaboration et l'intérêt de tous.

La position géographique de l'Italie a fait d'elle à maintes reprises le pivot d'événements complexes en une zone dans laquelle les communications maritimes ont alimenté le développement et la rencontre de différentes civilisations et c'est à l'Italie qu'échoit la tâche de s'interposer, de filtrer et d'amalgamer le patrimoine de culture et de maturité d'esprit de l'Europe, patrimoine qu'elle irradiera à travers les routes de la Méditerranée dans le monde entier. De cela naît évidemment le rôle purement européen de l'Italie, voie et élément indispensable du vieux con-

tinent.

Le déclin militaire des puissances européennes advenu après la deuxième guerre mondiale a ouvert la Méditerranée à l'expansionnisme soviétique qui a manoeuvré de toutes les manières pour s'assurer des bases et des alliés dans cette mer. L'Amérique s'est insérée dans cette mer fermée directement ou à travers l'alliance atlantique et cela a comblé en partie le vide laissé par les puissances européennes et a démontré quelle complémentarité d'intérêts existe entre la Méditerranée libre et l'Europe, et comment ces éléments sont jugés essentiels par les Etats Unis pour leur propre défense et pour la paix mondiale.

Mais il est indubitable qu'il existe dans la Méditerranée des états de tension et des dangers continus et latents de rupture d'un équilibre sur lequel la paix mondiale a posé le pilier princi-

pal. L'existence de ces tensions a déjà amplement été démontrée par la fermeture du Canal de Suez, par les combats meurtriers entre les états arabes et l'état d'Israël et récemment par la mauvaise humeur rebelle de la Turquie et par la situation pénible de la Grèce, nées de la retentissante crise de Chypre. De ces états de tension font partie les menaces plus ou moins voilées de la Russie à la Yougoslavie, intéressante aux yeux du Kremlin, certes pas parce qu'elle pourrait lui offrir un butin économique ou industriel, mais à cause de la vaste extension de ses côtes en plein centre de cette mer chaude.

L'Italie continue à répéter aux assemblées internationales d'avoir une vision bien claire de l'importance de sa position sur la Méditerranée, mais toutefois la vanité

de telles prises de position est évidente, étant donné la faiblesse intrinsèque dans tous les secteurs de la vie de cette nation, de son insuffisant, même s'il est à son dire plein de bonne volonté, apport à la Communauté occidentale et à la vie internationale en général. Position géographique, précédents historiques et réalités politiques, d'aujourd'hui sont des faits que ni l'Amérique ni l'Europe ne peuvent ignorer, et en effet elles ont fini par prévaloir dans un sens absolu sur les pénuries politiques, économiques et militaires de l'Italie, d'autant plus que la Russie soviétique n'ignore pas non plus ces réalités et que grâce à son long bras, qui n'est autre que le puissant parti communiste italien, elle est en train de manoeuvrer directement pour mener cette nation dans la sphère d'influence du Kremlin.

Dans l'intérêt principalement de ses alliés européens et de son ami d'outre Atlantique, une vaste action s'est mise en mouvement pour soutenir l'Italie, pour qu'elle ne soit pas bouleversée

par la crise économique actuelle qui l'a frappée d'une manière particulièrement aiguë, par la carence de gouvernement causée par les crises politiques internes et par la mauvaise foi de l'opposition de gauche qui, d'une manière directe ou par sot servilisme, n'agit qu'en fonction de l'impérialisme russe.

Il est clair désormais pour tous, excepté peut-être pour les italiens, que si cette nation succombait en tant que composante de l'Europe libre, la Méditerranée cesserait d'avoir une fonction vitale pour la sécurité de l'occident, pour l'autonomie de l'Europe et pour l'équilibre mondial et pour la paix. Sa fonction européenne dans la Méditerranée et le fait d'être la clé de voûte en ce moment de l'équilibre dans cette mer, ce point si névralgique, pourrait constituer une prise de conscience particulièrement importante pour les italiens et une secousse morale et de prestige pour l'Italie. En outre, par une clarification politique intérieure qui tout en la maintenant sur la voie de la démocra-

tie balayerait énergiquement les équivoques trop nombreux qui la tourmentent de droite et de gauche, l'Italie pourrait revenir même émerger dans le domaine économique en assumant une fonction nouvelle dans un programme européen avec les pays du Tiers-Monde et du monde arabe, pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire limitrophe. Dans un clair climat politique de démocratie, une démocratie nettoyée des scories et des infiltrations subversives, le génie traditionnel du travail italien recommencerait à donner un apport décisif à l'aire méditerranéenne au service de la civilisation et de la paix. C'est pourquoi la crise politique intérieure actuelle de l'Italie est suivie anxieusement par l'Europe libre et justement aussi par l'Amérique, non pas pour un désir malsain d'intromission dans sa vie, mais pour l'énorme importance que revêt cette nation, particulièrement en ce moment, au sein du problème de la sécurité du monde.

R.C. Hood

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

— REALISATEUR DE L'EUROPE

L'union de l'Europe, cet espoir caressé pendant ces dernières années par tous ceux qui voient en cette idée, l'unique voie pour la réalisation d'un équilibre économique-politique, et non seulement européen mais mondial, semble prendre forme et se concrétiser à la lumière des événements qui récemment se sont vérifiés.

Quel est ce changement qui nous pose à espérer, lorsque l'Europe entière se débat en une situation politique-économique précaire pour ne pas dire désastreuse?

Les événements des mois passés ont mis à nu la situation politique-économique de l'Europe telle qu'elle est en réalité. Et c'est vraiment en connaissance de ces faits que la conscience sociale mûrit en se rendant compte que le temps des discussions académiques prolixes n'est plus mais qu'il faut des actions concrètes, ayant pour but la réalisation du projet au-delà de toute idée nationaliste.

La possibilité de réunir les états européens en une communauté forte et sûre, garante de la liberté, d'un avenir plus lumineux pour les peuples, posait avant tout comme condition «sine qua non» de cette réalisation même, l'entrée en scène d'un leader capable d'affronter le problème.

Nous sommes nombreux à voir, aujourd'hui, en la personne de M. Valéry Giscard d'Estaing l'homme propre à conduire une politique forte et courageuse,

indispensable pour sortir de l'impasse dans laquelle la construction de l'Europe Unie semble être définitivement tombée.

Président de la France, l'état qui a toujours joué un rôle de premier plan dans les destins du vieux continent, M. Valéry Giscard d'Estaing est sans aucun doute conscient du rôle que l'Histoire lui a confié.

Européiste par conviction et éducation familiale, fils d'Edmond Giscard d'Estaing, l'homme qui a mis toute sa vie au service de l'Europe, M. Valéry Giscard d'Estaing a tous ses papiers en règle pour être accepté à l'unanimité comme le leader d'une Europe Unie.

Dynamique, cultivé et résolu, il est sans aucun doute l'homme que l'Europe attendait. Sa forte personnalité, l'intelligence, l'esprit d'initiative et le talent de savoir s'imposer avec diplomatie dans toute situation le placent à l'attention de tous et font de lui indiscutablement un chef charismatique.

Dans un de ses premiers gestes déjà il a confirmé ses capacités diplomatiques, lors de la rencontre avec le Chancelier allemand Helmut Schmidt, quand il a ouvert un discours concret sur l'avenir de l'Europe en touchant les sujets les plus vifs, en établissant un rapport de collaboration et d'amitié avec un pays économiquement fort.

La création de l'Europe Unie sous la

suite page 17

LE PROF. SORIN STATI sur LES BARRIERES INUTILES

«LE MONDE EST DIVISE. ON NE LE SAIT QUE TROP ET ON S'EN PLAINT. IL Y A DES DIFFERENCES DE RACE, DE NATIONALITE, DE MOEURS, DE RELIGION ET D'ORGANISATION SOCIALE ET POLITIQUE. PENSER A L'ABOLITION RAPIDE, TOTALE ET EN PEU DE TEMPS DE TOUTES CES BARRIERES SERAIT UNE IDEE CHIMERIQUE ET NAIVE.

IL EST POURTANT FORT REGRETTABLE QUE L'UNITE PROFONDE, ESSENTIELLE, DES ASPIRATIONS HUMAINES NE PUISSE SE MANIFESTER LIBREMENT ET QUE LA COMMUNICATION ENTRE DIVERS GROUPES ETHNIQUES ET SOCIAUX SE HEURTE A TANT D'OBSTACLES QU'EN EST EN DROIT DE SUPPOSER ACCIDENTELS ET ALEATOIRES».

C'est un jeune savant linguiste connu et apprécié qui le dit, Sorin Stati, professeur de langue et de littérature roumaine auprès des universités de Padoue et de Venise, professeur de linguistique générale à l'Université de Bucarest, membre de diverses sociétés linguistiques européennes, auteur de différentes publications (sur la philosophie du langage, sur la linguistique structurale etc.). Sorin Stati vient d'ajouter à son précis déjà riche un essai qui suscitera sans aucun doute un intérêt considérable même en dehors du milieu de ceux qui exercent la profession.

«L'Alphabet universel» - est le titre de cette oeuvre qui va paraître et qui résume des réflexions et des suggestions sur l'unification de l'écriture dans le monde entier et est le thème de l'interview que le prof. Sorin Stati nous a aimablement accordée.

Bulletin Européen: Les recherches sur l'institution d'une formule universelle de communication entre les peuples, capable d'abattre les barrières linguistiques, obstacle fondamental qui divise jusqu'aujourd'hui un pays de l'autre, ont une longue tradition.

L'espéranto, dont Zamenhof, un polonais, a eu l'idée il y a cent ans environ, est une langue universelle qui pour sa précision et sa clarté dépasse presque tous les systèmes de langage universel jusqu'ici inventés.

Mais malgré sa structure simple et sa grande popularité il n'a jamais été rien de plus qu'une manière de s'entendre de quelques groupes et il est resté presque

au niveau de «hobby».

Prof. Sorin Stati: Bien que l'existence des barrières linguistiques soit absurde et qu'elle ne produise que des inconvénients, l'initiative de supprimer toutes les langues actuelles et de les remplacer par une langue mondiale unique serait vouée à l'échec. Aucun peuple ne renoncerait à sa langue nationale, trait caractéristique et partie intégrante de son individualité, trésor des richesses spirituelles et synthèse d'une évolution. Mais pourquoi avoir plusieurs systèmes d'écriture? Pourquoi attribuer au même signe des valeurs sonores différentes (dans le même idiome ou dans diverses langues)? Pourquoi ajouter aux barrières linguistiques des

barrières graphiques?

L'écriture est moins liée à la spiritualité d'un peuple que sa langue. Les peuples ne changent pas de langues, mais changent parfois de système d'écriture. Par conséquent, l'initiative de réduire la variété graphique qui règne maintenant dans le monde à un système unique ne nous semble pas inacceptable, bien que les résistances à vaincre soient considérables.

B.E.: Parmi les divers procédés graphiques utilisés à l'heure actuelle, lequel faut-il choisir?

Prof.S.Stati: Sur la base des analyses qui sont expliquées en détail dans mon essai la solution qui semble préférable est l'emploi universel du système alphabétique latin, - qui jouit aujourd'hui de la plus grande diffusion dans le monde, - même si les lettres latines ne sont pas employées d'une manière uniforme dans tous les pays qui en font usage (entre les règles orthographiques des langues qui utilisent l'alphabet latin l'existence de contradictions rend assez compliquée la tâche de créer un système d'écriture unique et démontre en même temps que nous avons à faire à une situation fâcheuse, que le bon sens et les exigences pratiques devraient abolir une fois pour toutes.

B.E.: L'écriture est un signe graphique du son et étant donné la diversité des mélodies phonétiques de presque chaque langue il semble impossible de pouvoir exprimer avec les mêmes lettres cette richesse surtout avec un nombre si limité de dignes comme dans l'alphabet latin.

Prof.S.Stati: Si l'existence d'un tel nombre de sons typiques pour une langue et inconnus pour une autre devait correspondre à la grande diversité linguistique qui divise le monde, alors la tentative de

standardiser l'écriture serait une pure utopie. Mais il n'en est pas ainsi. Dans mon livre «L'Alphabet Universel» le processus de l'analyse est compris et il en résulte que l'alphabet unique peut aisément réduire les détails phonétiques, en négligeant tous les traits non pertinents et notant par une seule lettre les sons semblables ou presque identiques. Il y a beaucoup de détails de prononciation que l'écriture ne doit pas retenir, à condition que de ces détails ne dépende pas la compréhension du sens des mots. Voilà par exemple: on peut prononcer le mot anglais «two» comme le pronom français «tout» - et même si ce n'est pas exact (puisque ni le «t» anglais ni la voyelle qui le suit ne sont identiques aux «t» et «ou» français) - l'identification phonétique de l'anglais «two» avec le français «tout» ne nuit pas à la communication. Dans l'alphabet universel, la notation «tu» pour les deux mots nous semble satisfaisante, et la «différence d'accent» pouvant être négligée dans l'écriture.

L'analyse minutieuse et rigoureuse de tous les détails phonétiques de toutes les langues confirme l'idée que le matériel sonore du langage est relativement limité. Ce fait a encouragé l'initiative de créer l'alphabet unique qui d'ailleurs n'envisage que la notation des traits phonétiques pertinents.

B.E.: La préférence accordée à l'alphabet latin pourra provoquer la réaction défavorable des institutions officielles - peut-être aussi des spécialistes - des pays qui emploient d'autres alphabets ou d'autres systèmes d'écriture. On pourra s'attendre à une réaction défavorable même de la part des pays qui utilisent l'alphabet latin, puisque les règles que vous proposez ne coïncident avec aucune orthographe actuelle.

Prof.S.Stati: Nous sommes persuadés pourtant que cette résistance à l'innovation orthographique aura des racines

plutôt subjectives et que, tôt ou tard, une discussion scientifique sereine et sans préjugés - organisée au niveau international - donnera raison à l'esprit sinon à la lettre de notre projet. Les normes orthographiques changent difficilement, mais elles changent quand même.

B.E.: Parlons maintenant des avantages de la diffusion de l'alphabet universel.

Prof.S.Stati: Pour chaque langue l'alphabet universel est plus simple, plus pratique, que les normes en vigueur, quels que soient les principes qui les régissent. En effet, à l'heure actuelle, il n'y a pas d'écriture fidèle uniquement au principe phonologique.

- l'alphabet universel mettra en évidence beaucoup de ressemblances entre les langues, ressemblances qui, jusqu'à présent, restaient cachées à cause de l'écriture variée.

- l'apprentissage des langues ensera considérablement favorisé, une fois l'obstacle graphique vaincu.

- les langues qui n'ont pas encore été notées par des signes graphiques, ainsi que les langues dont la tradition graphique et relativement récente (le nombre pour les deux catégories, est plus élevé qu'on ne le pense) s'avèreront très réceptives à l'adoption de l'alphabet unique, n'ayant pas à lutter contre tant d'obstacles subjectifs que les langues écrites depuis des siècles et des millénaires

- enfin, l'avantage pour les typographies est évident: l'économie des signes en premier lieu. Outre les machines à écrire adaptées aux besoins d'une langue, il sera très simple de construire des machines capables d'écrire dans n'importe quel idiome (le nombre des lettres et des signes diacritiques étant très limité)

Ne nous faisons pas d'illusions sur la possibilité de faire accepter notre projet par tout le monde et dans tous ses détails. Notre but aura été atteint s'il suscite l'intérêt des institutions compétentes et portera, le plus tôt possible, à la création d'un comité international d'initiative qui soumettra le projet, amélioré et développé, à une très large et fructueuse discussion.

suite de la page 14

conduite de Valéry Giscard d'Estaing doit être considérée en ce moment la seule solution, non seulement d'un problème politique mais aussi de la crise profonde que tous les états sont actuellement en train de traverser.

Parmi ceux-ci l'Italie se place en première ligne, tourmentée par des désordres politiques et frappée plus que les autres pays par une crise économique que les

incroyables augmentations des prix des matières premières - pétrole en tête -, qui ont suivi la guerre du Kippur, ont entraînées.

Cependant, nous nous attendons à ce que l'Italie se range aux côtés de la France, pour cette oeuvre de construction de l'Europe Unie dont elle a un besoin extrême pour sortir de la situation difficile dans laquelle elle se trouve.

L'AFFAIRE DE CHYPRE

REALPOLITIK OU ETIKPOLITIK

Le problème tragique de Chypre tourne implacablement autour de la personnalité du chef du département d'Etat des Etats Unis, Mr. H.Kissinger.

Apparemment le travail diplomatique ne devrait impliquer que les trois pays garants de l'indépendance de Chypre; c'est-à-dire l'Angleterre la Grèce et la Turquie. Mais comme Mr. Kissinger aime être présent aux «grands conflits» du globe, il a fait tout son possible pour ne pas manquer celui-là.

L'affaire est connue. L'armée turque a débarqué à Chypre et a conquis environ 40°/° d'un territoire où les Turcs ne représentent que 18°/° de la population.

Du point de vue du Droit International et du droit des ethnies la justification que l'armée turque est venue pour protéger ses compatriotes, menacés par la majorité grecque qui se trouvait en crise politique, ne tient pas debout.

Les Turcs ont profité, intelligemment, des erreurs diplomatiques grecques. L'Angleterre, force garante, dans son état actuel, ne pouvait pas faire grand chose. La Grèce en crise de gouvernement et de régime se trouvait dans l'impossibilité d'agir. Le département d'Etat de l'U.S.A., comme présence morale représentant la plus grande puissance du monde et ayant comme chef Mr. Kissinger, dont on connaît le penchant diplomatique pour les grands conflits, entre en jeu. Son jeu.

Le monde entier attendait l'Amérique comme un pacificateur. Le président de la sous-commission pour les affaires étrangères de la Chambre des représentants

de l'U.S.A., Mr. Benjamin Rosenthal l'a démontré brillamment par ses déclarations du 11.9.74: «Si les déclarations de Mr. Kissinger n'étaient pas tellement encourageantes pour la Turquie, si la sixième flotte avait fait les manœuvres nécessaires, l'affaire se terminerait en 24 heures»,

Mais c'eût été de l'Etikpolitik. Le triomphe de la morale. Au lieu des mouvements d'Etikpolitik nous avons entendu des déclarations comme celle du sénateur démocrate de l'Idaho et président de la sous-commission sur les sociétés multinationales M. Frank Church: «Nous considérons les Turcs trop importants pour l'OTAN, pour les arrêter», propos suivi par les diverses déclarations «réalistes» de M. Kissinger résumées ainsi: «La Grèce a eu, à son temps, notre aide militaire. Quand récemment les intérêts militaires des U.S. ont eu besoin des bases grecques, nous avons eu des difficultés. Les Turcs se sont montrés plus condescendants. Les intérêts ne sont pas toujours éthiques. Toute cette affaire nous appartient. Le 82°/° des Grecs se trouvant sous la domination du reste minoritaire de 18°/° de Turcs, n'est pas une chose correcte, mais que faire? Les intérêts! C'est de la realpolitik».

Le hobby metternichéen se fit sentir par des milliers de morts à Saigoñ, en Israel, au Laos et partout où l'influence de M. Kissinger a triomphé.

Mais que peuvent compter quelques milliers de morts, quand on a la chance d'être comparé, dans les pages de l'histoire, à Metternich?

Cet article a un seul but. De saisir les hommes politiques retardataires sur la vérité contemporaine. Les données pour une réussite politique de petits états doivent être «réelles» et non pas «idéologiques». Ces états doivent devenir «très

utiles» pour être aidés. On doit comprendre que les messages d'amitié et les traités restent toujours des chiffons de papier, à la Bethman Holweg, quand les intérêts changent.

Pan V. Vandoros

Membre permanent de l'Académie européenne de sciences politiques
Bruxelles

**TRES EMUS PAR LA DOULOUREUSE
PERTE QUE LEUR DIRECTEUR, LE
DOCTEUR ROBERTO M. CESTELLI
VIENT D'EPROUVER, LA DIRECTION,
LA REDACTION ET TOUS LES COL-
LABORATEURS LE PRIENT DAGREER
LEURS PLUS VIVES ET SINCERES
CONDOLIANCES**

BULLETIN EUROPEEN

12 novembre 1974

Bulletin européen

Ont collaboré ou collaborent:

Konrad Adenauer, P.E. Argentieri,
Alexander Argyropoulos, Karl Arnold, A.
Balleyguier, G.W. de Balzac, Julien Benda,
Lodovico Benvenuti, John Biggs-Davison M.P.,
Baron Boel, Paul Boncour, Edouard Bonnefous,
Henri Brugmans, Raul Bossy, Thomas W. Branden,
Pietro Campilli, P. Capelle, Giuseppe Caron,
Edward Carran, Nino Cascino, Rene Cassin,
Roberto M. Cestelli L.E.
Cloquette, Elma Dangerfield, Michel Debre,
A. Dechlich, Dino Del Bo, Giorgio Del Vecchio,
Carlos De Montoliu, Giorgio Di Domenico,
L. Durand Reville, Constantin Dragan,
Mircea Eliade, G. van Esbroeck, W.N. Ewer,
Enrico Falck, Hertha Firnberg, Raymond Franklin,
Pierre Frieden, Paul Gache, Gregoire Casenco,
Eugenio Gatto, Pietro Gerbore, Enzo Giacchero,
Amedeo Giannini, A.V. Giardini, Edmond Giscard d'Estaing
Guido Gonnella,
Jonathan Guinness, W.A.'t Hart, Wladimir Jonesco,
Stefano Jacini, Jerzi Jankowski, Jacques De Jong, G., Kallay, Jacques

Kayser, Stanislaw Koutnik, Pierre de Lanux,
Lars J. Lind, Ivan Matteo Lombardo, C. Lovera Di Castiglione, Edouard Ludwig,
Harold Macmillan, Alberto Marinelli, Pierre Mendes - France, C. Michael-Titus,
Francis De Miomandre, Manlio Miserocchi,
Jean Monnet, Umberto Monico, Angelo Morretta,
Albert Mousset, Roland Muesser, Erich Mulhmann,
Frederic Nepveu-Nivelle, Pier Fausto Palumbo,
Costas Papapanos, Giuseppe Ugo Papi, A. Paplauckas Ramunas,
Giuseppe Pella, Giovanni Persico, Aurel Petrescu,
Pedro Jose Pinillos, John Pomián, Lucien Radoux,
Paul Ramadier, Alexander von Randa, Peter Rattazzi,
Olivier Reverdin, Gonzague de Reynold, Juels Romains,
Joseph de Roover, Louis Rougier, Remy Roure,
Lucien de Sainte Loette, A.G. Samoy, Leopold Senghor,
Carlo Sforza, Andre Siegfried, Tom Stacey,
Aldo Testa, Jacques Trempont, Georges Uscatescu,
M. de la Ventolier, Pan V. Vandoros, Pierre Vinot,
Francois Visine, Raymond Warrier, Rivington R. Winant,
S.H.C. Woorlich, Paul Van Zeeland.

Bulletin européen

Fondé par Prof. Dr. J. C. Dragan

Rédacteur responsable: Dante Ferrari

Direction - Rédaction Via Larga 11 MILAN - Tél. 870.487/893.209

ABONNEMENTS

Italie	Lires	6.000	Etranger	Dollars	10.-
Abon. d'Honneur		50.000	Abon. d'Honneur		100.-

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia